Que se passera-t-il en Équateur ?

La décision de l'Assemblée nationale de procéder à la mise en accusation du président équatorien, Guillermo Lasso, pour détournement de fonds publics, domine le panorama de la nation andine, où les prochains jours seront cruciaux, compte tenu de la réaction du président, qui avait précédemment menacé d'appliquer ce que l'on appelle la "muerte cruzada" (fr. mort croisée).

Ce mécanisme constitutionnel donne au président la possibilité de dissoudre le corps législatif et de convoquer des élections générales anticipées, au cours desquelles son poste sera également en jeu.

Les parlementaires ont débattu de la question pendant quatre heures mardi, après que la commission de contrôle de l'assemblée législative n'a pas approuvé un rapport visant à classer l'affaire contre le président, qui aurait permis que les contrats de transport de pétrole se poursuivent en faveur de tiers, alors qu'il savait qu'ils représentaient une perte pour l'État.

Le débat sur l'avenir de M. Lasso a été marqué par les appels constants des Équatoriens à sa démission, compte tenu de son incapacité à résoudre les problèmes du pays.

En effet, alors que le débat se déroulait au Parlement, de nombreux citoyens se sont rassemblés devant le siège de l'organe législatif à Quito. Les slogans "Dehors, Lasso, dehors" et "Fuera narco Lasso" étaient quelques-uns des slogans entendus.

En réalité, à l'approche des deux ans de mandat, plus de 80% de la population désapprouve l'administration de Lasso, alors que la nation est secouée depuis des mois par une forte vague de violence.

L'année dernière, plus de 4 500 morts violentes ont été enregistrées sur le territoire équatorien, et la ville de Guayaquil, dans la province de Guayas, a été l'épicentre des homicides.

Les autorités elles-mêmes ont dû reconnaître que le pays connaît actuellement sa pire crise de violence depuis des années. En avril dernier, plus de 1 100 personnes avaient déjà été tuées.

Le gouvernement Lasso, qui lie la violence au trafic de drogue, a décrété l'état d'urgence et déployé un grand nombre de policiers et de militaires dans les rues, des mesures qui ne s'attaquent pas à la racine du problème.

Les Équatoriens exigent l'adoption de politiques publiques globales qui conduisent au développement socio-économique et améliorent les conditions de vie. Ils désignent la pauvreté, le chômage, l'analphabétisme et le manque d'accès aux services de base tels que la santé comme les véritables causes de la situation actuelle.

Il faudra attendre de voir comment Lasso réagira à la décision de l'Assemblée nationale. En attendant, un vote de censure et une éventuelle destitution sont prévus pour les 20 et 22 de ce mois.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/322322-que-se-passera-t-il-en-equateur

Radio Habana Cuba